|  |  |
| --- | --- |
| **Pays** | Mali |
| **Titre du projet** | Femmes et Jeunes acteurs de developpement socio-économique engagés pour la stabilité et la paix dans les régions du centre du Mali. |
| **Effet de l’CCNUDD 2020-2024** |  |
| **Produit du DPP 2020-24** | * 1.
 |
| **ODD** | 5, 8 et 10 |
| **Résultat attendu du projet** | A la fin du Projet, les femmes et les jeunes bénéficiaires dans les régions ciblées seront autonomes, solidaires et apporteront une contribution efficace dans la dynamisation de leur économie locale permettant ainsi de réduire les violences communautaires.  |
| **Budget estimatif** | 2 000 000 EUR |
| **Durée des activités** | 2 ans  |
| **Agence d’exécution** | PNUD  |
| **Partenaires du projet** | A sélectionner suivant un processus compétitif |
| **Couverture géographique** | Régions de Mopti (cercles de Mopti et Djenne), Région de Bandiagara (Bandiagara, Koro et Bankass) et Région de Douentza (cercle de Douentza) |
| **Point focal** | Henri Mashagiro |

* 1. **Contexte et justification**
1. **Les dynamiques de conflit dans les régions de Mopti, Douentza et Bandiagara**

La crise de Janvier 2012 fut l’effet déclencheur de l’instabilité sécuritaire d’abord au Nord du Mali et qui s’est étendue au centre (régions de Mopti, Douentza et Bandiagara). Cependant, Cette instabilité trouve ses origines dans des facteurs plus profonds parmi lesquels figurent d’une part la marginalisation liée à la faiblesse des capacités de l’Etat et la mauvaise gouvernance et d’autre part la récession économique liée à l’effondrement des secteurs clés, notamment le tourisme, l’agropastoralisme, en plus de la montée d’un sentiment d’injustice etc. Ainsi, les causes de la crise au centre sont ainsi profondément enracinées dans une histoire de marginalisation de certains territoires, de mauvaise gouvernance, de corruption, de problèmes de développement économique.

La vocation du Centre du Mali (régions de Mopti, Douentza, Bandiagara) comme point de suture entre le Nord et le Sud ne s’est jamais démentie, tant dans l’histoire que dans l’actualité. C’est en effet une zone qui constitue un continuum écologique, économique, sociologique et culturel. Il est hélas évident que ce point de suture est en train de devenir un point de rupture, en raison d’abord de l’onde de choc des rébellions successives du Nord malien, et aujourd’hui à cause de l’insécurité qui frappe le Centre du fait de la présence des mouvements insurrectionnels, des groupes radicaux et des milices locales sur fond des conflits intercommunautaires.

1. **L’emploi et le manque de perspectives économiques comme points d’entrée**

Le manque de perspectives et d’opportunités économiques pour les jeunes et les femmes, ainsi que leur participation limitée aux prises de décision, sont les points d’entrées proposés par le présent projet. Il se base sur le postulat a priori que l’épanouissement économique des jeunes, s’il est également couplé avec un renforcement de la participation des jeunes, et leur épanouissement social et « politique » au sein des communautés, est à même de réduire l’implication de certains d’entre eux dans la violence armée et peut être un facteur de stabilité et de pacification au Mali. La création d’emploi et la stabilisation sont des priorités importantes du gouvernement. Le projet est ancré dans un processus de recherche-action conjointe sur le lien entre les programmes d’emploi et la consolidation de la paix, initié depuis 2016 par l’OIT, le PNUD, PBSO et la Banque Mondiale, et dans un processus de mise en œuvre des résolutions 2250 et 2419 du Conseil de Sécurité (Jeunesse, Paix et Sécurité).

1. **La dynamique genre comme guide d’actions**

Sur le plan économique, l’élevage, la pêche et l’agriculture sont les principaux secteurs dans les régions du centre du Mali. Généralement, les femmes ont très peu de pouvoir et d’accès aux ressources économiques. Le bétail et les terres appartiennent aux hommes, alors que les femmes s’occupent de la vente du lait ou du poisson. Cependant, on peut relever que les femmes exercent un certain contrôle sur les ressources liées aux activités réalisées dans l’espace privé ou domestique. Il est possible que la femme puisse faire l’élevage de petits ruminants, de la volaille qu’elle peut vendre sur les marchés locaux et hebdomadaires. Concernant les terres cultivables dont les propriétaires sont les hommes, des petites parcelles sont octroyées aux femmes à titre provisoire pour exploitation. Ces parcelles devenues plus fertiles sont par la suite récupérées par les hommes en échange forcé d’autres parcelles moins fertiles ou exploitables. Dans ces zones, les femmes sont aussi engagées dans des petites activités commerciales car elles sont les plus à fréquenter les foires hebdomadaires dans ces localités. Toutes ces activités ne permettent pas d’assurer une autonomie économique durable pour les femmes. D’une manière insidieuse, la production ou les revenus des femmes sont souvent investies dans la subsistance de la famille et il est difficile pour les femmes de constituer de l’épargne. Le statut des femmes (veuve, mariée, divorcée, célibataire), la maternité (nombre et âge des enfants) et le type de ménage (monogame ou polygame) au sein duquel elles vivent influent sur leur habilité à construire leur autonomie financière.

Ajoutés aux facteurs socio-économiques qui affectent leur épanouissement, ces éléments placent les femmes dans une situation de vulnérabilité accrue face aux conflits et à la violence locale. Des dynamiques inégalitaires se superposent au niveau micro (cellule familiale et communauté) et macro (pays, région) et se concrétisent en un faible accès et contrôle de ressources, une faible autonomie reproductive (la prise de décision sur la santé de reproduction), l’encadrement et l’éducation des enfants, la gestion du ménage et la communauté.

* 1. **Objectifs et résultats attendus**

**Objectif général :**

* Mmettre en œuvre dans les régions de Mopti, Douentza et Bandiagara, une approche locale et communautaire centrée sur l’épanouissement social et économique des jeunes au sein des communautés, avec un accent sur la création d’opportunités économiques rentables, durables et innovantes pour les jeunes femmes et hommes marginalisés et vulnérables.

**Objectif Spécifiques :**

* Contribuer au développement socio-économique des communautés à travers notamment la réhabilitation des infrastructures socio-économiques bénéficiant en particulier aux femmes ainsi que le développement des filières économiques porteuses et innovantes ;
* Réduire les griefs des jeunes et communautés de la région de Mopti envers l’Etat liés à l’absence d’opportunités économiques durables pour les jeunes et la discrimination de leur communauté ainsi que les opportunités pour rejoindre les groupes radicaux ;
* Améliorer l’efficacité des initiatives de promotion de l’emploi ou auto-emploi des jeunes au niveau des régions du centre ;

**Résultat attendu :**

**Résultat 1:** Les jeunes et les femmes ciblés dans les zones d’intervention accèdent aux opportunités économiques permettant de réduire leur vulnérabilité et renforcer leur résilience face aux conflits;

En plus d’autres interventions( Entreprenariat, THIMO, AGR, Epargne etc), ce résultat comporte également une fenêtre d’innovation, permettant d’identifier et tester d’autres solutions novatrices, proposées par les jeunes eux-mêmes, pour l’intégration économique des jeunes (par l’emploi ou l’auto emploi /l’entreprenariat) et la participation citoyenne, contribuant à l’émulation et la mobilisation positive des jeunes hommes et femmes.

**Résultat 2:** L’efficacité des programmes d’emploi des jeunes et des femmes dans les régions de Mopti, Bandiangara et Douentza est améliorée et permet de reduire les violences communautaires

En plus de la coordination, ce résultat également un important volet de recherche, d’analyse et de documentation des effets et impacts de l’approche intégrée du projet sur la consolidation de la paix et la confiance, en phase avec le projet de recherche conjoint au niveau global entre l’emploi et la paix, et en complémentarité avec les activités prévues par la Banque Mondiale à ce sujet (voir aussi la section suivi-évaluation).

* 1. **Ciblage et couverture géographique**

Le projet sera mis en œuvre dans les trois nouvelles régions de Mopti (cercles de Mopti et Djenne), Bandiagara (cercles de Bandiagara, Bankass et Koro) et Douentza (cercle de Douentza). Les communes au niveau des cercles seront choisies sur la base de critères suivants :

* Existence d’une dynamique de conflits (communauté affectée par les conflits) et impact de la crise dans la zone ;
* Présence minimale de l’Etat ;
* Présence d’opportunités économiques ;
* Complémentarités avec d’autres initiatives ;
* Accessibilité et sécurité, permettant d’assurer la mise en œuvre des activités

|  |  |
| --- | --- |
| **Régions** | **Cercles** |
| **Mopti** | **Mopti et Djenne** |
| **Bandiagara** | **Bandiagara, Bankass et Koro** |
| **Douentza** | **Douentza** |

* 1. **Budget estimatif**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Produits attendus** | **Activités planifiées** | **Partenaire national** | **Budget**  |
| **2022** | **2023** | **Total**  |
| **Résultat 1- Les jeunes et les femmes ciblés dans les zones d’intervention accèdent aux opportunités économiques permettant de réduire leur vulnérabilité, renforcer leur autonomie et leur résilience face aux conflits ;** |
| Des infrastructures socio-économiques de base prioritaires sont réhabilitées à travers une approche THIMO permettant d’offrir des emplois temporaires à 600 jeunes femmes et hommes marginalisés/vulnérables dans chaque région ciblée | * Sélection des partenaires de mise en œuvre pour la réhabilitation d’infrastructure
* Sélection des prestataires pour le paiement des salaires journaliers
* Sélection des bénéficiaires et des infrastructures à réhabiliter (suivant critères sensibles au genre et aux conflits – cf produit 1.1.)
* Mise en œuvre et suivi des activités de réhabilitation, paiement des participants et constitution d’épargne
* Appui aux comités de gestion des infrastructures réhabilitées
 | Services étatiques, OSC, conseil des jeunes | **529223** | 466135 | 995358 |
| Les femmes et les jeunes disposent des ressources diversifiées, sont autonomisées et s’impliquent activement dans la dynamisation de l’économie locale. | * Identification des filières porteuses dans les zones ciblées
* Sélection des bénéficiaires (suivant critères sensibles au genre et aux conflits –.)
* Formation en entrepreneuriat et Elaboration des plans d’affaires
* Accompagnement technique dans les filières données (agro-pastoral, commercial, transformation)
* Accompagnement technique des jeunes femmes dans la transformation (appui en matériels productifs) pour des activités économiques respectueuses de l’environnement au bénéfice des femmes et des jeunes
 | Services étatiques, sociétés civiles, conseil des jeunes et des femmes | 111850 | 57438 | 169288 |
| **Total 1** |  |  | **641 073** | **523 573** | **1 164 646** |
| **Résultat 2. L’efficacité des programmes d’emploi des jeunes et des femmes dans les régions de Mopti, Bandiangara et Douentza est améliorée et permet de reduire les violences communautaires** |
| Un dispositif d’accompagnement régulier et appui-conseil en entreprenariat et innovation est mis en place et fonctionnel pour les jeunes et les femmes micro-entrepreneurs | * Renforcement des capacités des partenaires ANPE et APEJ pour le suivi et l’appui dans les régions ciblées ;
* Création et renforcement des groupes d’épargnes ;
* Accompagnement régulier des entrepreneurs en gestion et management
* Identification et test des solutions innovantes pour l’emploi des jeunes hommes et jeunes femmes
 |  | 167000 | 120453 | 287453 |
| Les organisations des jeunes et des femmes y compris les conseils locaux des jeunes sont soutenus et facilitent le partage des bonnes pratiques en matière de développement socio-économique entre cercles. | * Conduire un état des lieux des organisations des jeunes et des jeunes : leur existence, leurs capacités et rôles… ;
* Engager les réhabilitations/constructions des structures des jeunes viables ainsi que les possibilités de leur auto prise en charge ;
 |  | 93009 | 89754 | 182763 |
| **Total 2** |  |  | **260 009** | **210 207** | **470 216** |
| **Subtotal Outcome 1** |   |   | **641 073** | **523 573** | **1 164 646** |
| **Subtotal Outcome 2** |   |   | **260 009** | **210 207** | **470 216** |
| **Management, M&E et communication** |
| **Management, M&E et communication** |   |   | 115000 | 85000 | 200000 |
| **Grand total Management cost** |   |   | **60000** | **65000** | **125000** |
| **Grand Total du budget du projet**  | **1 016 082** | **818 780** | **1 834 862** |
| GMS (8%) | 81286,56 | 65502,4 | 146788,96 |
| Coordination levy (1%) | 10160,82 | 8187,8 | 18348,62 |
| **GRAND TOTAL (USD)** |  |  |  |
| **GRAND TOTAL (EUR)** | 1 107 529 | 892 470 | **2 000 000** |
| UN Exchange rate (10/2020) | 0,855 |  |  |  |  |  |